

est républicaine. Encore un peu, et l'on dira avec la même insouciance : La France est pourrie ; et l'on constatera sa mort morale.

Que Napoléon III fasse maintenant ce qu'il voudra : la Papauté touchée, rien ne la saurait rappeler à la vie. La foi des peuples ne la soutient plus. L'arrêt est sans appel : ni restrictions, ni amendements n'y feront rien. Le pape peut absoudre l'empereur ; l'empereur, confessé, réconcilié, ne sauvera pas le pape. Et comme il n'y a pas de nation en Europe dont on ne puisse constater, pièces en main, la décadence intellectuelle et morale, la chute de la papauté devient le signal de la débâcle.

Or, le temps des races initiatrices est passé. Le mouvement ne renaîtra en Europe ni de l'orient, ni de l'occident, ni du centre ; la régénération ne peut être aujourd'hui ni grecque, ni latine, ni germanique. Elle ne peut venir, comme il y a dix-huit siècles, que d'une propagande cosmopolite, soutenue par tous les hommes qui, après avoir renoncé aux anciens dieux, protestent, sans distinction de race ni de langue, contre la corruption.

Quel sera leur drapeau ? Ils n'en peuvent avoir qu'un : la Révolution, la Philosophie, la Justice.

La Révolution est le nom français de l'idée nouvelle ;

La Philosophie est son nom germanique ;

Que la Justice devienne son nom cosmopolite.



DE LA JUSTICE

DANS LA RÉVOLUTION

ET DANS L'ÉGLISE.



DE LA JUSTICE
DANS LA RÉVOLUTION
ET DANS L'ÉGLISE.

ÉTUDES DE PHILOSOPHIE PRATIQUE

ADRESSÉES A SON ÉMINENCE M^{GR} LE CARDINAL MATTHIEU,
ARCHEVÊQUE DE BESANÇON.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

Sous le nom d'un archevêque, j'adresse ces *Études* à tous les membres du clergé français.

Comme au temps des Césars, la société est menacée de se dissoudre; et comme au temps des Césars, l'Église croit avoir seule la puissance de la régénérer.

L'ouvrage qu'on va lire ayant pour but de reconnaître la réalité et l'intensité du mal, d'en assigner la cause, d'en découvrir le remède, par-dessus tout de démontrer, au point de vue de la justification, c'est-à-dire de la perfectibilité humaine, la non-valeur du ministère ecclésiastique, et de constituer la philosophie morale, en dehors de cette influence, sur sa base légitime, la dédicace revenait de droit au clergé.

En deux mots, qui, de la Révolution ou de la Religion, doit être désormais, pour les peuples, l'organe de la vertu? Tel est l'objet de mes recherches. Il n'y en a pas de plus grand ni de plus méritoire.

§ I. — État des mœurs au dix-neuvième siècle. Invasion du scepticisme moral : la société en péril. Où est le remède?

Et d'abord, qu'y a-t-il de vrai dans la crise actuelle?

Si l'on jette les yeux sur le train du siècle, il semble qu'en effet, comme l'Église le dénonce, la situation soit fort compromise.

La France a perdu ses mœurs.

Non pas que les hommes de notre génération soient en effet pires que leurs pères : l'histoire, aujourd'hui mieux connue, des époques antérieures nous donnerait un énergique démenti. Les générations se suivent et s'améliorent : voilà, au total, nonobstant des oscillations incessantes et de déplorables écarts, ce qu'une observation attentive de la vie des peuples révèle jusqu'à présent de plus plausible.

Quand je dis que la France a perdu ses mœurs, j'entends, chose fort différente, qu'elle a cessé de croire à ses principes. Elle n'a plus ni intelligence ni conscience morale, elle a perdu jusqu'à la notion de *mœurs*.

Nous sommes arrivés, de critique en critique, à cette triste conclusion : que le juste et l'injuste, dont nous pensions jadis avoir le discernement, sont termes de convention, vagues, indéterminables; que tous ces mots *Droit, Devoir, Morale, Vertu*, etc., dont la chaire et l'école font tant de bruit, ne servent à couvrir que de pures hypothèses, de vaines utopies, d'indémontrables préjugés; qu'ainsi la pratique de la vie, dirigée par je ne sais quel *respect humain*, par des *convenances*, est au fond arbitraire; que ceux qui parlent le plus de la Justice prouvent de reste, et par l'origine surnaturelle qu'ils lui assignent, et par la sanction extra-mondaine qu'ils lui donnent, et

par le sacrifice qu'ils n'hésitent jamais d'en faire aux intérêts établis, et par leur propre conduite, combien peu leur foi est sérieuse; qu'ainsi la véritable règle des rapports de l'homme à l'homme est l'égoïsme, en sorte que le plus honnête est encore celui qui avoue avec le plus de franchise son égoïsme, parce que du moins un tel homme ne vous prend pas en traître, etc., etc.

Pour tout dire d'un mot, le *scepticisme*, après avoir dévasté religion et politique, s'est abattu sur la morale : c'est en cela que consiste la dissolution moderne. Le cas n'est pas nouveau dans l'histoire de la civilisation : il s'est présenté déjà au temps de la décadence grecque et romaine; j'ose dire qu'il ne se présentera pas une troisième fois. Étudions-le donc avec toute l'attention dont nous sommes capables; et puisque nous ne pouvions échapper à cette dernière invasion du fléau, sachons du moins ce que nous devons en attendre.

Sous l'action desséchante du doute, et sans que le crime soit peut-être devenu plus fréquent, la vertu plus rare, la moralité française, au for intérieur, est détruite. Il n'y a plus rien qui tienne : la dérouté est complète. Nulle pensée de justice, nulle estime de la liberté, nulle solidarité entre les citoyens. Pas une institution que l'on respecte, pas un principe qui ne soit nié, bafoué. Plus d'autorité ni au spirituel ni au temporel : partout les âmes refoulées dans leur moi, sans point d'appui, sans lumière. Nous n'avons plus de quoi jurer ni par quoi jurer; notre serment n'a pas de sens. La suspicion qui frappe les principes s'attachant aux hommes, on ne croit plus à l'intégrité de la justice, à l'honnêteté du pouvoir. Avec le sens moral, l'instinct de conservation lui-même paraît éteint. La direction générale livrée à l'empirisme; une aristocratie de bourse se ruant, en haine des *partageux*, sur la fortune publique; une classe moyenne qui se meurt de poltronnerie et de bêtise; une plèbe qui s'affaisse dans l'indigence et les mauvais con-

seils ; la femme enfiévrée de luxe et de luxure, la jeunesse impudique, l'enfance vieillotte, le sacerdoce, enfin, déshonoré par le scandale et les vengeances, n'ayant plus foi en lui-même, et troublant à peine de ses dogmes mort-nés le silence de l'opinion : tel est le profil de notre siècle.

Les moins timorés le sentent et s'en inquiètent :

« Il n'y a plus de respect, me disait un homme d'affaires. Comme cet empereur qui se sentait devenir dieu, je sens que je deviens fripon, et je me demande à quoi je croyais quand je croyais à l'honneur? »

« Le *spleen* me gagne, » avouait un jeune prêtre. Lui qui par ses fonctions, par sa foi, par son âge, eût dû être à l'abri de ce mal anglais, sentait en son cœur s'affaïsser la vie morale. Est-ce là une existence? Ne dirait-on pas plutôt une expiation? Le bourgeois expie, le prolétaire expie, le pouvoir lui-même, réduit à ne gouverner plus que par la force, expie.

« L'esprit de l'homme, dit M. Saint-Marc de Girardin, a perdu sa clarté; le cœur n'a plus de joie. Nous nous sentons dans le brouillard, nous trébuchons en cherchant notre chemin, et cela nous rend tristes. La gaieté est chose rare de nos jours, même chez la jeunesse. »

« *Cette nation n'a pas de principes,* » disait de nous, en 1815, lord Wellington. Nous nous en apercevons à cette heure. Avec quel surcroît d'épouvante Royer-Colard, témoin de notre défaillance, répéterait ses paroles de la même époque :

« *La société est en poussière.* Il ne reste que des souvenirs, des regrets, des utopies, des folies, des désespoirs. »

Toutefois le doute sur la justice et la démoralisation qu'il traîne à sa suite, n'ajoutant pas sensiblement à la somme des délits et des crimes, l'homme d'état, à qui il suffit du respect extérieur de la loi, n'aurait lieu jusque-là de s'en préoccuper. La statistique à la main, il montrerait que le crime est proportionnel au paupérisme, et cette

moralité précieuse que ne soutient plus la conscience, il la demanderait aux combinaisons de la commandite et de l'assurance. A la religion du droit et du devoir succéderait ainsi la religion des intérêts, et tout serait dit. L'ordre maintenu dans la rue, la force restant à la loi, l'homme d'état pourrait se reposer sur son œuvre, et l'on n'aurait plus qu'à répéter le proverbe : Le monde va tout seul.

Malheureusement l'histoire montre que si la sûreté des personnes et des propriétés ne peut être sérieusement atteinte par le doute moral, il n'en est pas de même de la famille et de la société.

Pour former une famille, pour que l'homme et la femme y trouvent la joie et le calme auxquels ils aspirent, sans lesquels, rapprochés par le désir, ils ne seront jamais qu'incomplètement unis, il faut une *foi conjugale*, j'entends par là une idée de leur mutuelle dignité qui, les élevant au-dessus des sens, les rend l'un à l'autre encore plus sacrés que chers, et leur fasse de leur communauté féconde une religion plus douce que l'amour même. Sans cela le mariage n'est plus qu'une société onéreuse, pleine de dégoûts et d'ennuis, que remplace bientôt et nécessairement l'amour libre.

De même, pour former une société, pour donner aux intérêts des personnes et des familles la sécurité qui est leur premier besoin, sans laquelle le travail se refuse, l'échange des produits et des valeurs devient escroquerie, la richesse un guet-apens pour celui qui la possède, il faut ce que j'appellerai une *foi juridique*, qui, élevant les âmes au-dessus des appétits égoïstes, les rend plus heureuses du respect du droit d'autrui que de leur propre fortune. Sans cela la société devient une mêlée où la loi du plus fort est remplacée par la loi du plus fourbe, où l'exploitation de l'homme succède au brigandage primitif, où la guerre a pour dernier mot la servitude, et la servitude pour garant la tyrannie.

De même encore, pour former un état, pour conférer au pouvoir l'adhésion et la stabilité, il faut une *foi politique*, sans laquelle les citoyens, livrés aux pures attractions de l'individualisme, ne sauraient, quoi qu'ils fassent, être autre chose qu'un agrégat d'existences incohérentes et répulsives, que dispersera comme poussière le premier souffle. N'avons-nous pas vu, depuis la Révolution, assez de défections et de palinodies? Comment un pouvoir subsisterait-il quand le mépris a envahi les âmes; quand ministres, sénateurs, magistrats, généraux, prélats, fonctionnaires, armée, bourgeoisie et plèbe, sont aussi indifférents au changement de leurs princes que le mobilier de la couronne?

Par le scepticisme, l'attrait purement moral du mariage, de la génération, de la famille, l'attrait du travail et de la cité étant perdu, l'être social se dissout, la population même tend à s'éteindre. Là est le côté grave de l'immoralité actuelle.

Tous tant que nous sommes que le doute moral a piqué, et qui avons acquis la conscience de notre solitude, nous nous sentons, par cette défaillance en nous de la Justice, diminués de la meilleure partie de nous-mêmes, déchus de notre dignité, ce qui veut dire de notre virtualité sociale.

N'est-ce pas déchéance, en effet, que ce sensualisme féroce, qui nous fait prendre en horreur le mariage et la génération, et nous pousse par l'amour à l'anéantissement de l'espèce? Le nombre des avortements et des infanticides a doublé en 1856, dit le dernier rapport sur la Justice criminelle. Le comble de la jouissance est dans la stérilité. Nous n'aurons pas d'enfants, vous disent froidement ces jeunes époux!... A Paris, en 1858, le chiffre des naissances, d'après les statistiques publiées par les journaux, a été de 33,000 : sur ce nombre, 11,000 naissances illégitimes. Des enfants, si nous ne pouvons l'empêcher, soit ! mais de mariage, point. Voilà le siècle. Est-ce le vœu de

la nature et de la société? Est-ce le vœu même de l'amour?

N'est-ce pas déchéance aussi que ce manque de foi à la vertu du prochain et à la nôtre, qui, nous retenant à l'état de guerre latente, nous rend bon gré malgré indifférents à la cité et à la patrie, insoucieux des intérêts généraux et de la postérité?...

La certitude du droit, avec elle la religion du devoir, abolies dans le cœur des hommes, la société expire donc. Comme nul ne saurait être honnête avec la conviction intime de sa scélératesse, de même nulle société ne saurait subsister avec l'opinion devenue générale qu'elle se compose, en haut et en bas, de canaille.

Science et conscience de la Justice, comme dit un savant professeur, voilà ce qui nous manque, et dont la privation nous fait lentement, ignominieusement mourir. Et voilà ce que la Révolution nous avait promis, ce qu'elle nous eût dès longtemps donné, si le malheur des temps et la faiblesse des âmes n'en eussent retardé la glorieuse et définitive manifestation.

Oui, cette foi juridique, sacramentelle, cette science du droit et du devoir, que nous cherchons partout en vain, que l'Église ne posséda jamais et sans laquelle il nous est impossible de vivre, je dis que la Révolution en a produit tous les principes; que ces principes, à notre insu, nous régissent et nous soutiennent, mais que, tout en les affirmant au fond du cœur, nous y répugnons par préjugé, et que c'est cette infidélité à nous-mêmes qui fait notre misère morale et notre servitude.

Depuis soixante-trois ans la Révolution est par nous refoulée, travestie, calomniée, livrée à l'ennemi, dont nous avons repris la bannière. Et notre immoralité a grandi à mesure que nous nous sommes rapprochés du principe contre lequel s'étaient levés, mais que ne surent pas nier nos pères.

§ II. — La Contre-Révolution partout : son impuissance.

La France, et l'Europe à sa suite, est en pleine contre-révolution; toutes deux du même coup en pleine décadence. Ce fait vaut la peine que je m'y arrête : ceux qui s'en plaignent le plus étant loin d'en soupçonner les agents et les causes.

Tout ce qui est sorti de la Révolution, depuis son origine, s'est successivement tourné contre elle, et en combattant la Révolution, a servi la dissolution : Démocratie, Empire, Restauration, Monarchie de Juillet, République de 1848, Système représentatif, Centralisation, Philosophie, Économie politique, Progrès industriel, Institutions de crédit, Socialisme, Littérature.

Constatons, en quelques pages rapides, cet étonnant phénomène.

Démocratie. — Personne n'oserait nier que la Révolution ait eu pour objet d'émanciper les masses et d'assurer la prépondérance du travail sur la propriété. La Révolution est essentiellement démocratique, à tel point que la monarchie elle-même, transformée par la Révolution, a dû se dire, et se dit tous les jours, démocrate.

Et moi aussi, malgré mon dédain des urnes populaires, j'appartiens à la démocratie; je ne me sépare point d'elle, et nul n'a le droit de m'en exclure. Suis-je donc traître ou scissionnaire parce que je dis que la démocratie est infectée, et que, plus que personne, elle a servi la contre-révolution?

En prenant pour idéal l'utopie de Jean-Jacques, en substituant la politique des instincts à celle des principes, en calquant son gouvernement sur celui de l'absolutisme, la démocratie a abouti au suicide de 93, aux mystiques atrocités de 94, aux défections de thermidor et de brumaire, aux élections trop oubliées de 1800 et 1804, à celles de 1848, 1851 et 1852, que, j'espère, on n'oubliera pas. Quel

est le démocrate de bonne foi qui ose à cette heure affirmer la fermeté, la haute sagesse, la raison infaillible de la multitude? Et si vous abandonnez la multitude, si après l'avoir fait voter, vaille que vaille, en lui conduisant l'œil et la main, vous la remettez en tutelle, qu'est-ce que votre démocratie?

La démocratie, depuis qu'elle est devenue une puissance, une mode, a épousé successivement toutes les idées les plus contraires à sa nature. Fidèle, avant tout, au principe religieux, mais sentant, là comme ailleurs, le besoin d'innover, elle s'est faite tour à tour paléo-chrétienne et néo-chrétienne, protestante, déiste, panthéiste, métempsycoïste, druidique, magique, mystique, fanatique, de tout bois et de toute farine. En économie, elle est tout ce qu'on voudra, communiste et féodaliste, anarchique, monopoliste, philanthrope, libre échangiste, anti-égalitaire; — en politique, gouvernementale, dictatoriale, impériale, centralisatrice, absolutiste, chauvinique, machiavélique, doctrinaire, dédaigneuse du droit, ennemie jurée de toute liberté locale et individuelle; — en philosophie et littérature, après avoir renié Voltaire et les classiques, Condillac, Diderot, Volney, tous les Pères et les Docteurs de la Révolution, elle s'est fait transcendantaliste, éclectique, *apriorique*, fataliste, sentimentaliste, idéaliste, romantique, gothique, fantaisiste, bavarde et bohème. Elle a pris tous les systèmes, toutes les utopies, toutes les charlataneries, n'ayant rien su découvrir dans la pensée qui l'avait produite. Arrive février 1848 : la démocratie se trouve sans génie, sans vertu, sans souffle : dites-moi pourquoi?

Empire. — On l'a dit à satiété, on ne l'a que trop dit chez un peuple bataillard : L'empire fut l'épée de la Révolution, devant par toute l'Europe le travail de la plume. Là fut sa légitimité, là sera sa signification devant l'histoire. Comme pouvoir, l'empire demeura sans originalité,

parce qu'il était, comme la démocratie dont il était sorti, sans intelligence de la Révolution. Était-ce la faute de l'Empereur? Il eut tout le génie que comportait alors la pensée nationale, autant d'esprit à lui seul que tout le monde, et peut-être plus de vertu. Quelle ferveur de royauté chez les héros sortis du jacobinisme! Après les quatre frères Bonaparte, devenus rois, voici encore Bernadotte roi, Murat roi, Eugène Beauharnais vice-roi, et Soult, et Masséna, et l'insensé Junot, qui voulaient aussi être rois! Duc, prince, ne suffisait à ces fils d'artisans, devenus plus superbes que des Rohan. Et le peuple trouvait cela naturel : Ils l'avaient bien gagné, disait-il. *On gagne*, suivant lui, une royauté comme une pension. Parlez donc, après cela, de suffrage universel! Dites que le peuple a été trompé, qu'on lui a fait peur!... Ils l'avaient gagné! *Vox populi*.

Restauration. — Elle s'élève d'abord, par la Charte, au-dessus même de la gloire impériale. La Charte était le retour à la vie révolutionnaire. Mais bientôt la couronne croit s'apercevoir, elle s'aperçoit que la Révolution la conduit là où elle ne veut pas aller; elle conspire avec l'Église, l'âme de la contre-révolution, et tombe, après avoir fait pulluler sous son aile le jésuitisme, le romantisme, le saint-simonisme, le malthusianisme, tout ce que la Révolution, après le sabre, exècre et abomine.

Monarchie de Juillet. — Celle-ci fut le couronnement de la bourgeoisie; elle pouvait être, précisément à cause de cela, le plus légitime des pouvoirs. Une plèbe à émanciper suppose une classe d'initiateurs : c'est la donnée même de la Révolution. Louis-Philippe repoussa ce thème. Comme Napoléon avait essayé de refaire l'ancien régime avec ses soldats, celui-ci conçut l'idée de le refaire avec ses bourgeois. Il ne gouverna ni par la religion, ni par la force, ni par les instincts; il gouverna par les intérêts. Sous Louis-Philippe s'est formée la féodalité industrielle,

actuellement régnante. On peut dire de ce prince ce qu'on a dit de Voltaire : *Il n'a pas vu tout ce qu'il a fait, il a fait tout ce que nous voyons*. Lui-même s'en est vanté dans ses lettres aux chefs de la Sainte-Alliance; et Napoléon III, qui a dépouillé la famille d'Orléans de ses apanages, n'oserait révoquer, sans indemnité, les grandes concessions, sorte de fiefs dont son prédécesseur avait flanqué le *Système*.

Système parlementaire. — De 1789 à 1799, de 1814 à 1851, la tribune fut la gloire du génie français; son silence est notre honte : j'en tombe d'accord. Mais, en trahissant tous les partis, en plaidant toutes les causes, en donnant le spectacle des plus honteuses palinodies, en servant mois la vérité que l'intrigue, en envoyant tour à tour, à l'échafaud et à l'exil, la monarchie, la gironde, les cordeliers, les jacobins, les thermidoriens, les clichyens, les socialistes, ne s'est-elle pas réfutée elle-même? N'a-t-elle pas fait dire que la voix de la Révolution était une voix de mensonge et d'iniquité? *Mentita est iniquitas sibi*.

Centralisation. — « Le sens des hommes de nos jours s'est trouvé tellement perverti, dit Michelet; nos amis ont si légèrement avalé les bourdes grossières que leur jetaient nos ennemis, qu'ils croient et répètent que les protestants tendaient à démembrer la France, que tous les protestants étaient des gentilshommes, etc. Dès lors, voyez la beauté du système : Paris et la Saint-Barthélemy ont sauvé l'unité; Charles IX et les Guises représentaient la Convention. » (*Guerres de religion*, p. 305.)

Dans une réunion de républicains qui eut lieu après le 2 Décembre et où l'on déplorait l'inertie des départements, attendant le signal de la capitale, quelqu'un ayant posé la question s'il eût mieux valu sauver la République, au prix de la décentralisation, que de conserver l'unité en subissant le coup d'état, la majorité se prononça pour la seconde opinion, le fédéralisme paraissant incompatible avec la République. Aussi ne vous étonnez pas que sur cette

souche du jacobinisme le bourgeon monarchique soit toujours fleurissant. Notre républicanisme est surtout dans les mots. La monarchie, nous l'avons en horreur; l'unité, c'est autre chose!

La possédons-nous du moins cette unité de la république, qui coûta à la France quatorze mois de terreur et aux Girondins leurs têtes? Hélas! non. L'unité républicaine suppose des parties qui se groupent sous une loi de série, mais toujours au profit de leur liberté et de leur initiative. Paris et son gouvernement, ses administrations, ses compagnies, ses monopoles, ses plaisirs, son parasitisme, Paris devenu l'auberge de l'Europe, absorbe et dévore la France : voilà la centralisation!

Philosophie. — Une révolution sociale suppose, avec un gouvernement nouveau, une philosophie nouvelle. Pour fonder la Justice, développer la pensée humanitaire de Cloutz symbolisée dans le culte de la Raison, une critique de celle-ci était indispensable. Il suffisait pour cela de continuer, en l'élevant et le précisant, le mouvement du dix-huitième siècle : pas n'était besoin de faire appel aux Allemands, aux Écossais, aux Platoniciens, et, sous prétexte de matérialisme, de donner le signal d'une réaction, comme fit Royer-Collard. Jamais les adorateurs de la matière, puisque matière il y a, firent-ils proscrire un philosophe, allumer un bûcher, poser en principe l'ignorance du peuple et l'abêtissement de l'humanité? Bien différente, certes, est la religion de l'esprit. Depuis quarante ans, le spiritualisme universitaire, rival ou allié de l'Église, lui livre les intelligences. C'est le spiritualisme qui, en 93 et 94, envoya la Révolution à la guillotine : il le ferait encore. La fête du 20 prairial, dont la loi du 22 fit un véritable *auto-da-fé*, fut un appel au parti prêtre, et comme une évocation de néo-christianisme et de toutes les sectes qui devaient, en 1848, infecter la République.

Socialisme. — Sa racine est en 89 : son objet, à ne le

considérer qu'au point de vue des intérêts matériels, est l'interversion des rapports entre le travail et le capital. C'est la Justice, dans son application aux choses de l'économie. Tombé aux mains de rêveurs, de harangueurs, de gastrosophes, d'androgynes, le socialisme, de justicier que le voulait la Révolution, s'est fait sentimental, évangélique, théocratique, communiste, érotico-bachique, omnigame; il a été tout ce que la réaction pouvait souhaiter qu'il fût pour son profit à elle et pour notre honte : c'est lui qui, après le 2 Décembre, s'est chargé d'initier l'Europe aux mystères de la *Bancocratie*.

Économie politique. — La création d'une science économique, fondée à la fois sur l'analyse des phénomènes industriels et sur la Justice, est le dernier mot de la pensée révolutionnaire. Terribles à la féodalité, hostiles à l'Empereur, hargneux avec les Bourbons, hautains avec les d'Orléans, ennemis de toute initiative et de toute concentration gouvernementale, ne jurant que par la liberté, les économistes, bien plus que les jacobins, pouvaient passer pour les vrais représentants de la République sociale. On ne leur demandait qu'une chose : c'était de construire enfin cette science, dont ils colligeaient depuis un siècle les matériaux informes et contradictoires. Au lieu de répondre, ils se sont mis à vanter le *libre-échange*, le *restreint-moral*, le *laissez-faire laissez-passer*, toutes les jongleries et turpitudes des deux côtés de la Manche. Ils ont prêché la raison du hasard, la souveraineté de l'antagonisme, le respect du parasitisme, la nécessité de la misère; ils ont appuyé de toutes leurs forces, contre la démocratie et contre le Pouvoir, la prépotence des grandes compagnies, et par leur défense désespérée du monopole ils se sont faits les parrains de la féodalité nouvelle. Puis, quand ils se sont vus dénoncés comme intrigants, hypocrites, ennemis du peuple et agents de l'étranger, ils ont crié *au loup!* sur la Révolution.

Littérature. — Comme elle avait sa métaphysique, son éthique, son économie, sa jurisprudence, la Révolution devait avoir aussi sa littérature. Le mouvement commence à Jean-Jacques Rousseau, se continue par Beaumarchais et Bernardin de Saint-Pierre. Les harangues de la Constituante, de la Législative et de la Convention l'élèvent jusqu'au sublime. Ses ennemis eux-mêmes prennent le diapason : l'antithèse de la Révolution fit tout le génie de De Maistre. Tout à coup, par un de ces revirements si fréquents dans la marche de l'esprit humain, la nouvelle muse quitte son drapeau. Aux réalités sévères, mais incomprises, d'un monde naissant, elle préfère, pour sujet de ses chants, l'idéal vaincu, et nous avons le *Romantisme*. Nous a-t-il assez fait de mal ? C'est lui qui, en 1848, à la veille des élections de décembre, reprochait aux socialistes que, s'ils devenaient les maîtres, ils démoliraient Notre-Dame, et des morceaux de la Colonne feraient des gros sous... Maintenant, le romantisme comme l'économisme, comme le philosophisme et tout ce qui a servi la réaction, est usé : mais la corruption qu'il a servie, la servitude qu'il a préparée, les ruines qu'il a amoncelées, tout cela subsiste, et nous n'avons plus de littérature.

N'est-ce pas chose surprenante, qu'une Révolution combattue, abrogée par tous ceux qu'elle a portés dans son sein, et qui ont reçu son baptême ? Depuis dix ans, j'ai suivi avec toute l'attention dont je suis capable le courant de l'histoire. Autant que je l'ai pu, j'ai pris connaissance des idées et des actes. A part quelques caractères fortement trempés, et qui se savent, j'ai trouvé, à l'endroit de la Révolution, tout le monde hostile : gens de lettres, gens de loi, gens d'affaires, gens d'école, et gens de parti ; poètes, historiens, romanciers, magistrats, spéculateurs, boutiquiers, industriels ; universitaires, économistes, éclectiques, panthéistes, constitutionnels, impériaux, démocrates ; gallicans, protestants, juifs, néo-chrétiens ; la jeu-

nesse, les femmes, la bourgeoisie, la multitude, l'employé, le soldat, l'académicien, le savant, le paysan, l'ouvrier, comme le prêtre.

Et comme si la Révolution, en s'éloignant, entraînait la Justice, plus ce monde se montrait hostile, plus je l'ai trouvé corrompu.

La Démocratie, par la bouche de Robespierre, redemande à l'Être suprême la sanction des droits de l'homme. Aussitôt la notion du droit s'obscurcit, et la corruption, un moment suspendue, reprend sa marche. L'empire, la Restauration, la monarchie bourgeoise se montrent de plus en plus infidèles à leur origine ; et la corruption marche. La philosophie et la littérature renient la tradition du dix-huitième siècle ; et le platonisme, le romantisme servent d'enluminure à la corruption. L'économie politique se fait malthusienne, et voici que les femmes prennent en horreur le ménage et la maternité. L'Église érige en article de foi la légende pieuse d'une conception immaculée, et jamais pareils soupçons ne planèrent sur les mœurs du sacerdoce.

Si quelque vie nous reste, si tout honneur n'est pas perdu, nous le devons à cette flamme sacrée de la Révolution qu'aucun déluge ne saurait éteindre. Ses conquêtes, ses établissements, ses organes, ses libertés, ses droits, ses garanties, tout a péri : il ne lui reste que l'âme collective, invulnérable, du peuple, de plus en plus fait à son image ; et de ce temple inaccessible elle impose sa terreur au monde, en attendant qu'elle lui impose de nouveau sa loi. La Contre-Révolution le sait : Si, dit-elle, je puis être maîtresse pendant deux générations, mon règne est pour jamais assuré ! Deux générations lui suffiraient pour refaire au peuple la conscience et l'entendement. Mais les générations la fuient : jamais la Révolution ne fut plus vivante que depuis le dernier triomphe de la Contre-Révolution. Toute meurtrie et disloquée, la Révolution nous pos-

sède; elle nous rallie, nous régite, nous assure; par elle nous espérons et agissons, et tout ce qui nous reste de spontanéité et de vertu lui appartient. Aussi la conscience des peuples, longtemps abusée, se tourne avec amour vers ce *Grand-Orient*, et le jour où cent hommes, en connaissance de cause, renouvelleront le serment de 93, LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ, la Révolution sera constituée : elle régnera.

De ce qui précède tirons une double conséquence.

Il y a dans la Révolution quelque chose de fort qui domine les opinions et maîtrise les intérêts, par quoi elle s'impose à ses adversaires et triomphe de toutes les résistances; comme aussi il y a quelque chose qui soulève contre elle les préjugés de caste, de parti, d'école, de profession, d'éducation, de communion, et dont la raison des masses n'a pas su encore se défaire.

Ce qui donne vie à la Révolution est un élément positif, expression de la conscience universelle, que la Révolution a pour objet de déterminer et de construire, pour le salut et la gloire de l'humanité : c'est la JUSTICE.

Ce qui rend la Révolution suspecte ne peut être qu'un élément négatif : c'est la négation du principe sur lequel la Justice, qui doit exister par elle-même, s'est appuyée jusqu'à ce jour, principe incompatible avec la donnée révolutionnaire, mais toujours vivant dans les âmes, et dont l'Église est l'organe.

Ainsi, deux puissances se disputent le monde : l'une née d'hier, qui a toute l'âpreté du fruit vert, et ne demande qu'à croître; l'autre, parvenue à sa maturité, et qui ne s'agit que pour mourir. Ce qui enraie la vie chez la première est la même chose que ce qui retarde la mort chez l'autre; quelle est cette chose? Pour la trouver, sachons d'abord par quelle péripétie l'Église, mère et rivale de la Révolution, est arrivée là.

§ III — L'Église : pourquoi, malgré ses défaites perpétuelles, elle subsiste encore?

L'existence de l'Église n'est pas moins merveilleuse dans sa longue durée que celle de la Révolution dans ses débuts. Toujours battue, elle a survécu à toutes les défaites, elle a grandi par l'humiliation, elle s'est nourrie pour ainsi dire de son adversité même.

Chose étonnante, que personne ne paraît avoir relevée, l'Église, qui aime tant à parler de ses triomphes, en réalité n'a jamais triomphé de personne. C'est un vaisseau battu par la tempête, qui de temps à autre recueille une âme tombée à la mer, mais qui jamais n'a coulé bas ni forcé de se rendre, par la puissance de sa doctrine, une autre église. Entre sociétés religieuses, pareille victoire est impossible.

Qu'est-ce donc qui fait vivre l'Église? Comment expliquer le problème de cette étrange existence?

Le problème de l'Église est, mais en sens inverse, le même que celui de la Révolution : la persistance de l'une et les embarras de l'autre tiennent à la même cause.

Formée par un concours de circonstances qui seront expliquées dans ces *Études*, l'Église du Christ s'alimente, se fortifie et s'engraisse du détrit des autres églises, dont la dissolution est incessamment amenée par d'autres causes. Mais ces églises, l'Église catholique n'en triomphe point, pas plus que l'arbre ne triomphe du cadavre enterré sous ses racines; elle ne peut pas, je le répète, se vanter d'en avoir converti une seule. Une église, quelle qu'elle soit, ne se laisse pas enlever par une autre église, cela est contre sa nature; elle se dissout d'elle-même, quelquefois elle se fusionne, ou bien on l'extermine.

Ainsi l'Église, formée d'un démembrement du judaïsme, ne parvient pas à se l'incorporer : le livre des *Actes* en contient l'aveu formel.